



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTÉ
PORTANT MISE EN DEMEURE
DE LA SOCIÉTÉ LEPLATRE ET COMPAGNIE POUR LE COMPLEXE CÉRÉALIER QU'ELLE EXPLOITE AU
21 RUE DU MOULIN À EPIEDS EN BEAUCE**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la Société LEPLATRE SA, dans le cadre de l'extension de ses activités, à exploiter une installation de stockage de céréales d'une capacité maximale de 22 680 m³ et à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés, d'engrais liquides et solides à base de nitrate d'ammonium ainsi que ses installations de séchage de céréales implantées dans son établissement situé sur le territoire de la commune d'EPIEDS EN BEAUCE, 21 rue du Moulin ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 25 mai 2016 autorisant la Société LEPLATRE SA à poursuivre l'exploitation de ses activités et à étendre les capacités de stockage en vrac de céréales, d'engrais liquides et de gaz inflammables liquéfiés dans son établissement implanté à EPIEDS EN BEAUCE, 21 rue du Moulin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2025 portant mise en demeure de la société LEPLATRE ET COMPAGNIE et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu l'accusé réception de la préfecture, du 8 décembre 2022, d'une plainte portant sur des nuisances sonores émanant des établissements LEPLATRE situés rue du Moulin à Epieds en Beauce ;

Vu le rapport de l'étude acoustique du 27 janvier 2023 de la société DEKRA ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 3 juin 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 11 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier du 28 juillet 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société LEPLATRE ET COMPAGNIE ;

Considérant que lors de la visite du 3 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne justifie pas du recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et d'un plan de réduction des bruits des installations conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 janvier 2025 ;
- L'exploitant ne justifie pas de la vérification périodique annuelle de l'ensemble de ses installations électriques par un organisme compétent conformément à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016, la dernière vérification ayant été effectuée du 11 au 12 mars 2024 ;

Considérant que les installations concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie ou d'explosion ;

Considérant qu'en conséquence la société LEPLATRE ET COMPAGNIE ne justifie pas de la maîtrise des risques de ses installations ;

Considérant la nécessité d'identifier les sources de bruits du site afin de mettre en place des mesures correctives pour répondre à la plainte du 8 décembre 2022 ainsi qu'aux non-conformités relevées dans le rapport d'étude acoustique de la société DEKRA ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé et aux dispositions et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société LEPLATRE ET COMPAGNIE de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er} :

La société LEPLATRE ET COMPAGNIE, dont le siège social est situé 21 rue du Moulin à EPIEDS EN BEAUCE (45130), pour le complexe céréalier qu'elle exploite à la même adresse, est mise en demeure :

- 1) **sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de justifier du contrôle annuel de ses installations électriques par un organisme compétent, conformément à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2016 ;
- 2) **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de procéder au recensement des émissions sonores des installations engendrant des émergences supérieures aux valeurs autorisées et de présenter un plan de réduction des bruits des installations, conformément à la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2025.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

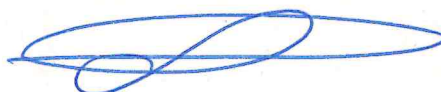
Le présent arrêté est notifié à la société LEPLATRE ET COMPAGNIE par voie postale.
Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 24 SEP. 2025

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

Diffusion

- Société LEPLATRE ET COMPAGNIE
- Monsieur le Maire d'EPIEDS-EN-BEAUCE
- UD DREAL

